



La prise en charge du handicap fait face à une crise inédite



À Saint Jean de Malte, à Paris, établissement spécialisé dans l'accueil d'adultes souffrant d'un handicap lourd, le personnel doit désormais se concentrer sur l'indispensable. François Bouchon / Le Figaro

DÉCRYPTAGE - Confrontés à une pénurie de professionnels, des centres spécialisés renvoient des patients chez leurs parents.

À 27 ans, Martin passe désormais la plupart de son temps chez ses parents, entre la télévision et l'ordinateur. En septembre, ce jeune homme atteint d'une paralysie cérébrale a vu son temps de prise en charge en accueil de jour réduit de 60%. *«Martin a besoin d'aide pour se laver, s'habiller, couper ses aliments, sortir. Il peut utiliser un téléphone simplifié en cas de problème mais il a besoin d'une présence quasi-permanente. Je me suis mis en télétravail à temps partiel pour pouvoir m'occuper de lui car son foyer a dû réduire le nombre de jours d'accueil»*, explique son papa, Jean-Christophe, consultant en informatique. Pour combien de temps? La situation va-t-elle empirer? Un autre mode d'accompagnement doit-il être envisagé? Ce père de famille, consultant en informatique, n'en a aucune idée. *«Nous vivons dans l'incertitude la plus totale», dit-il. Pour l'instant, nous avons réussi à nous organiser, mais pour d'autres, plus en difficulté, c'est un enfer.»*

[Visualiser l'article](#)

Un vent de panique souffle dans le secteur du handicap. Des adultes handicapés obligés de retourner vivre chez leurs parents. Des démissions à la chaîne. Des établissements contraints de fermer des services. Des équipes épuisées... Après plus de dix-huit mois de pandémie, les fédérations et associations qui gèrent des centres ou foyers d'accueil médicalisés traversent une crise sans précédent qui touche de plein fouet le médico-social.

Depuis la rentrée, les dirigeants de ces structures voient avec angoisse un nombre croissant d'infirmières, d'aides-soignantes et d'éducateurs rendre leur blouse. *«C'est du jamais-vu», soupire Jacky Vagnoni, président de la fédération Paralysie cérébrale France. Le Ségur de la santé a déséquilibré tout le système. L'augmentation des salaires des personnels soignants de l'hôpital et des Ehpad a créé une concurrence qui entraîne une fuite du médico-social vers le sanitaire. Tous les jours, il y a de nouvelles démissions. Il manque jusqu'à 30 % de professionnels dans les départements les plus touchés. Si on voulait tuer cette prise en charge, on ne s'y prendrait pas autrement»,* alerte le président de ce réseau qui accueille 7500 enfants, adolescents et adultes dans près de 200 établissements et services médico-sociaux.

«On est au bord de fermer certaines structures», renchérit Valérie Löchen, directrice générale d'Odynéo, une association du médico-social qui accueille des personnes avec handicap neuromoteur. Dans les centres de ce réseau, la moitié des infirmières sont parties. 30 % des aides-soignantes manquent à l'appel tout comme 30 % éducateurs et aides médico-psychologiques.

L'Unapei, mouvement associatif qui représente plus de 60.000 familles et gère 3100 établissements médico-sociaux, décrit une situation très critique dans plusieurs départements. En Haute-Savoie, 120 postes sont désormais vacants et 150 personnes handicapées sont reparties dans leur famille. *«Depuis le début de la crise Covid, notre secteur est dans l'ombre. Certains soignants ont été revalorisés mais tous les professionnels du médico-social devraient être traités de manière égale car ils ont tous participé à la gestion de la crise»,* plaide son président, Luc Gateau. *Les parents et les aidants ne peuvent pas pallier les manquements de notre pays. Ce serait un retour en arrière dramatique, une atteinte aux droits fondamentaux des personnes handicapées.»*

Pour nous, c'est une vraie catastrophe. Toutes les personnes prises en charge ne peuvent pas retourner en famille car qu'elles ont besoin de soins lourds ou parce que leurs parents sont trop âgés

Arnaud Goasguen, directeur général du réseau Adapei de Loire-Atlantique.

Directeur général du réseau Adapei de Loire-Atlantique, Arnaud Goasguen indique qu'il lui manque actuellement 112 professionnels. *«Des soignants sont partis car ils n'ont qu'à traverser la rue pour gagner 270 euros de plus»,* tacle-t-il. *Pour nous, c'est une vraie catastrophe. Toutes les personnes prises en charge ne peuvent pas retourner en famille car qu'elles ont besoin de soins lourds ou parce que leurs parents sont trop âgés. Bientôt, la seule solution sera d'envoyer les personnes polyhandicapées aux urgences».* Dans une de ses structures, un adolescent souffrant de troubles psychiatriques importants vient d'ailleurs de partir pour l'hôpital. Après le départ des deux infirmiers spécialisés de son unité d'accueil, les éducateurs n'arrivaient pas à gérer seuls ses accès de colère, parfois violents.

La prise en charge quotidienne se poursuit dans des conditions difficiles, entraînant un absentéisme qui dégrade encore la situation. Les sorties à l'extérieur ont été supprimées pour se concentrer sur les seuls besoins primaires: les toilettes et les repas. *«La plupart des activités individuelles ont été supprimées. Les résidents sont déprimés, inquiets et mécontents»,* déplore Valérie Löchen, chez Odynéo. *Nous essayons par tous les moyens de recruter et nous sommes obligés de faire travailler des gens qui ne sont pas qualifiés. Leur*

www.lefigaro.fr
Pays : France
Dynamisme : 239

[Visualiser l'article](#)

absence de formation entraîne des défauts de soins et d'hygiène. Le manque de professionnels empêche la transmission du savoir-faire. C'est un cercle vicieux.»

Crip Camp, le documentaire de Netflix sur le handicap et la colonie «qui changea le monde»

Récemment, dans un centre, une aide-soignante a découvert une plaie ouverte, avec des asticots, dans la main rétractée d'un résident, rapporte la directrice de l'association. *«Nous redoutons des risques d'escarres, de fausse-route, de mauvaise gestion de crises d'épilepsie »*, alerte-t-elle. *«Nous sommes sur le fil du rasoir. Cela nous bouffe les nuits»*, lâche Arnaud Goasguen. Pour Marine, infirmière de 27 ans, travailler auprès des personnes handicapées était *«un choix»*. Elle vient de quitter l'Arimoc, un centre d'accueil pour personnes polyhandicapées des Pyrénées-Atlantiques. *«J'avais trouvé ma voie. Même si c'était un peu moins bien payé, la différence de salaire était minime»*, confie-t-elle.

«Cela ne suffit plus»

Après le Covid, quand les primes sont arrivées à l'hôpital, Marine est restée patiente. *«Je me suis dit que cela arriverait chez nous. Mais au bout d'un moment, on trouve injuste de faire le même travail que les autres sans reconnaissance. Et puis les conditions travail sont de plus en plus compliquées »*, explique-t-elle. *Je suis triste de quitter cette belle structure, des équipes solidaires, un lien fort avec les résidents. Mais aujourd'hui, cela ne suffit plus.»* Embauchée dans un hôpital, elle gagnera 1650 euros net contre 1400 auparavant, sans les jours fériés et les nuits.

Les personnels multiplient les appels au gouvernement, comme le 6 octobre dernier lors d'une manifestation. Au secrétariat d'État chargé du Handicap, on met en avant la mission Laforcade qui prévoit une extension du Ségur au secteur privé à but non lucratif et son enveloppe de *«364 millions pour 65 000 personnes, dont 59 000 sur le secteur handicap»* au 1^{er} janvier. Pour les éducateurs et autres encadrants du secteur social, Sophie Cluzel renvoie vers la négociation sur les conventions collectives et de futures revalorisations auxquelles l'État *«apportera une contribution financière»*. En attendant, les agences régionales de santé (ARS) et les départements confrontés à ces appels à l'aide se renvoient la balle.